

PRÉFET DE L'AIN

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Bourg, le 12 juin 2013

Unité Territoriale de l'Ain

...

Référence : UT01-S4-13-CC189

DEPARTEMENT DE L'AIN

Société CIAT à CULOZ

Arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'inspecteur des installations classées

OBJET : Modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
REF. : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 novembre 1999
Arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2012
Modifications des installations portées à la connaissance du préfet le 18 février 2013
P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Plan d'implantation de la société CIAT à CULOZ

1 Contexte et situation administrative de l'établissement

Le groupe CIAT a été créé en 1934 à Ars-sur-Moselle par Jean FALCONNIER. Depuis 1939, le groupe s'est installé à Culoz. Initialement spécialisé dans le domaine des échangeurs thermiques, le groupe s'est diversifié et orienté vers le domaine du conditionnement d'air, de la réfrigération, de la climatisation et du chauffage par pompe à chaleur. Les marchés du groupe sont l'habitat, le tertiaire et l'industrie. CIAT comporte 9 sites industriels dans le monde, en Europe (France, Italie et Espagne) et en Asie (Chine et Inde). En région Rhône-Alpes, le groupe possède 3 sites, à Serrières Chautagne (Pompes à chaleur), à Culoz (Centrales de traitement d'air, groupes d'eau glacée et terminaux de chauffage/climatisation) et enfin à Belley (Échangeurs thermiques).

Le site de Culoz produit des systèmes de conditionnement d'air, de réfrigération, de climatisation et de chauffage par pompe à chaleur, le site de Belley produisant quant à lui des échangeurs thermiques.

Le site de Culoz est autorisé par l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1999, les différentes modifications intervenues sur ce site, ont conduit à la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2012 visé en référence.

Par courrier visé en référence, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet, la mise en service d'une installation de peinture poudre dans un nouveau bâtiment, ainsi que la modification du stockage et du réseau de distribution de gaz inflammables liquéfiés.

Le présent rapport a pour objet, d'examiner ces dernières modifications apportées à l'établissement de Culoz et de proposer les modifications qui s'imposent à l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1999, en application des dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement.

2 ANALYSE ET AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉE

Les modifications notifiées au préfet du 18 février 2013, ont l'impact suivant sur les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité (APC du 26/04/2012)	Régime	Volume de l'activité (Notification du 18/02/2013)	Régime
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages	2250 kW	A	Idem	A
1185-2-a	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés, Composants et appareils clos en exploitation	1 réservoir fixe de : 13 514 l 10 rés. mobiles de 448 l : 4 480 l Total : 17 994 l	D	Idem	D
1418-3	Stockage ou emploi d'acétylène	654 Kg	D	Idem	D
2410-b	Travail du bois	75 kW	D	Idem	D
2910-A-2	Combustion	8,36 MW	D	9,61 MW	D
1412-2-b	Stockage de gaz inflammables liquéfiés	26 t	D	26,3 t	D
2940-3-b	Application de peintures poudres à base de résines organiques.	-	-	180 Kg/j	D

A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non classable

Ces évolutions ne font apparaître aucune nouvelle rubrique relevant du régime de l'autorisation. Les rubriques 2910 et 1412 voient leurs volumes d'activités très légèrement augmentés, mais relevant toujours du régime de la déclaration. Seule la rubrique 2940 apparaît en tant que nouvelle activité, elle ne relève que du régime de la déclaration. Par conséquent, l'évolution du site par rapport à son autorisation d'exploiter de 1999 ne présente pas de modification substantielle.

2.1.1 Impact sur l'eau

Les modifications précitées, ayant fait l'objet de la notification au préfet du 18 février 2013, ne sont ni consommatrices d'eau, ni génératrices d'effluents aqueux.

2.1.2 Impact sur l'air

Les principaux rejets atmosphériques nouveaux du site, suite à la modification de ses installations sont ceux provenant de la ligne de peinture poudre et de l'installation de chauffage du nouveau bâtiment. La ligne de peinture poudre comporte les étapes suivantes : Poudrage des pièces, séchage en étuves puis cuisson dans un four de polymérisation.

En ce qui concerne la partie poudrage qui est susceptible d'émettre des poussières, le flux d'air extrait sera traité par un cyclone, puis filtré avant d'être rejeté dans l'atelier.

Les tunnels de séchage et le four de cuisson consomment du gaz, leurs effluents sont quant à eux évacués en toiture par des cheminées. Des contrôles périodiques de ces installations seront réalisés afin de vérifier leur bon fonctionnement.

L'atelier fera l'objet d'une extraction avec rejet en toiture.

Un contrôle régulier des concentrations en polluants atmosphériques des effluents sera prescrit par le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

2.1.3 Impacts sur les risques accidentels

Selon le plan d'implantation du réservoir de gaz inflammable liquéfié, celui-ci respectera les distances d'éloignement prévues par l'arrêté ministériel du 23 août 2005 applicable aux réservoirs relevant du régime de la déclaration. Le récolement des principales prescriptions de l'arrêté ministériel précité, conclu à la conformité de cette installation. Par conséquent, les risques accidentels inhérents à un tel stockage sont maîtrisés.

En ce qui concerne l'activité de peinture, l'utilisation de poudre entraînera des risques d'explosion dans les zones où elles seront manipulées. L'exploitant prévoit la mise à jours du classement des zones à risques d'explosion (ATEX), la mise en œuvre de matériel adéquat notamment électrique et enfin la mise en place de consignes de sécurité, permettant d'éviter la présence de source d'ignition. Par rapport au risque de propagation d'un incendie induit par la construction du nouveau bâtiment, il faut noter que l'exploitant s'est engagé à séparer le nouveau bâtiments des bâtiments existants par des murs Coupe-feu 2h (REI 120).

2.1.4 Autres impacts

Considérant la nature non substantielle des modifications notifiées, par rapport à la configuration actuelle de l'établissement, il n'est pas attendu d'impacts notables dans les domaines de la santé, du bruit, de la pollution des sols, etc...

3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les modifications apportées par l'exploitant à son site de Culoz sont les suivantes :

- La mise en service d'une installation de peinture poudre ;
- La modification du stockage et du réseau de distribution de gaz inflammables liquéfiés.

Ces modifications n'auront pas d'impact sur l'eau (consommation et effluents), n'auront qu'un impact très limité en ce qui concerne les effluents atmosphériques (gaz de combustion du four, des étuves et du chauffage du nouveau bâtiment). En ce qui concerne les risques accidentels, considérant les moyens de prévention mis en place, permettant des respecter les prescriptions techniques des arrêtés ministériels, ceux-ci seront suffisamment contenus pour présenter un niveau acceptable.

4 PROPOSITION DE L'INSPECTION

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé à monsieur le préfet, de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1999 autorisant l'exploitation de l'établissement CIAT de Culoz, afin de prendre en compte les modifications notifiées au préfet.

Le projet de prescriptions complémentaires joint au présent rapport, propose les modifications suivantes :

- L'actualisation des rubriques de la nomenclature des installations classées ;
- La mise à jour des prescriptions applicables au dépôt de gaz inflammable liquéfié ;
- La prescription de mesures applicables à la ligne de peinture poudre.
- L'abrogation du précédent arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2012, afin de clarifier les prescriptions applicables à l'établissement et en simplifier la lecture.

L'ensemble de ces modifications prend la forme d'un arrêté préfectoral modificatif pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, après avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques.